

Texte de l'interview réalisée par Franck Cognard, France Info, 15 03 04, 12h50

PL

Il existe bien entendu de très nombreuses explications au basculement politique espagnol. Pour ma part, je pense qu'on ne peut pas ne pas s'interroger sur la posture gouvernementale au long de cette crise.

D'un côté, un phénomène historique le mégaterrorisme. 12 millions d'Espagnols descendent dans la rue vendredi pour exprimer leur déchirement et opposer un message de vie à une logique de mort. Un moment de remontée de toutes les fibres de vie d'un peuple.

De l'autre, la conduite de la crise.

Là, l'impression n'a cessé de prendre corps – à tort ou à raison, l'étude reste à faire – qu'il y avait une ligne plus commandée par le souci des élections que par celui de la vérité.

En quelques heures, c'est l'implosion les pilotes de la crise sont ressentis, avec une acuité qui elle aussi monte aux extrêmes, comme des profiteurs de crise.

Dans les situations de rupture, la moindre erreur ou faute de posture peut provoquer des lames de fond qui ne pardonnent pas. On vient je pense d'en voir un exemple.

Étrangement, résonne ici l'affaire du Prestige.

Le 12 décembre 2002, M. Zapatero prend à partie M. Rajoy au Parlement. Il lui dit en substance

« Pourquoi avez-vous nié la vérité

Vous avez lancé un plan de propagande pour faire croire qu'il n'y avait pas de marée noire.

Mais elle existe bel et bien, M Rajoy.

Et lui a succédé une marée d'indignation des citoyens de ce pays.

Ce qui a inquiété les hommes et les femmes de ce pays c'est que la réalité démentait jour après jour les propos du gouvernement

Ce qui me préoccupe, ce sont les conséquences de cette attitude pour tous les Espagnols et pour toutes les institutions.

Le Prestige n'a pas eu de traduction électorale. L'affaire de Madrid a produit une lame de fond.